

## TABLEAU COMPARATIF

Dispositions en vigueur	Texte de la proposition de loi	Texte adopté par la Commission
<b>Code de la sécurité sociale</b>	<b>Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge</b>	<b>Proposition de loi relative au versement des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire au service d'aide à l'enfance lorsque l'enfant a été confié à ce service par décision du juge</b>
	<b>Article 1<sup>er</sup></b>	<b>Article 1<sup>er</sup></b>
	La dernière phrase du quatrième alinéa de l'article L. 521-2 du code de la sécurité sociale est ainsi modifiée :	Le quatrième alinéa de l'article L. 521-2 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :
<p>Art. L. 521-2. – I. – Les allocations sont versées à la personne qui assume, dans quelques conditions que ce soit, la charge effective et permanente de l'enfant.</p>		
<p>En cas de résidence alternée de l'enfant au domicile de chacun des parents telle que prévue à l'article 373-2-9 du code civil, mise en oeuvre de manière effective, les parents désignent l'allocataire. Cependant, la charge de l'enfant pour le calcul des allocations familiales est partagée par moitié entre les deux parents soit sur demande conjointe des parents, soit si les parents sont en désaccord sur la désignation de l'allocataire. Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent alinéa.</p>		
<p>Lorsque la personne qui assume la charge effective et permanente de l'enfant ne remplit pas les conditions prévues au titre I du présent livre pour l'ouverture du droit aux allocations familiales, ce droit s'ouvre du chef du père ou, à défaut, du chef de la mère.</p>		
<p>Lorsqu'un enfant est confié au service d'aide sociale à l'enfance, les allocations familiales continuent d'être évaluées en tenant compte à la fois des enfants présents au foyer et du ou des enfants confiés au service de l'aide so-</p>		

Dispositions en vigueur	Texte de la proposition de loi	Texte adopté par la Commission
<p>ciale à l'enfance. La part des allocations familiales dues à la famille pour cet enfant est versée à ce service. Toutefois, le juge peut décider, d'office ou sur saisine du président du conseil général, à la suite d'une mesure prise en application des articles 375-3 et 375-5 du code civil ou des articles 15, 16, 16 <i>bis</i> et 28 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, de maintenir le versement des allocations à la famille, lorsque celle-ci participe à la prise en charge morale ou matérielle de l'enfant ou en vue de faciliter le retour de l'enfant dans son foyer.</p>	<p>1° Les mots : « d'office ou » sont supprimés ;</p> <p>2° Après les mots : « président du conseil général », sont insérés les mots : « <u>et</u> au vu d'un rapport établi par le service d'aide sociale à l'enfance, » ;</p> <p>3° Après les mots : « de maintenir », sont insérés les mots : « , totalement ou partiellement, ».</p>	<p><i>1° La dernière phrase est ainsi modifiée :</i></p> <p><i>a) (Supprimé)</i></p> <p><i>b) Après...</i></p> <p><i>... mots : « au vu... ... à l'enfance, » ;</i></p> <p><i>c) Après le mot : « maintenir », est inséré le mot : « partiellement ».</i></p> <p><i>2° (nouveau) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée :</i></p> <p><i>« Le montant de ce versement ne peut excéder 35 % de la part des allocations familiales dues pour cet enfant. »</i></p>
<p>Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article, notamment dans les cas énumérés ci-dessous :</p>	<p><b>Article 2</b></p> <p>L'article L. 543-1 du même code est ainsi modifié :</p>	<p><b>Article 2</b></p> <p><i>Alinéa supprimé</i></p>
<p><i>a) retrait total de l'autorité parentale des parents ou de l'un d'eux ;</i></p> <p><i>b) indignité des parents ou de l'un d'eux ;</i></p> <p><i>c) divorce, séparation de corps ou de fait des parents ;</i></p> <p><i>d) enfants confiés à un service public, à une institution privée, à un particulier.</i></p>	<p>1° Après le deuxième alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :</p>	<p><i>Après le deuxième alinéa de l'article L. 543-1 du même code, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</i></p>
<p>Art. L. 543-1. – Une allocation de rentrée scolaire est attribuée au ménage ou à la personne dont les ressources ne dépassent pas un plafond variable en fonction du nombre des enfants à charge, pour chaque enfant inscrit en exécution de l'obligation scolaire dans</p>		

Dispositions en vigueur	Texte de la proposition de loi	Texte adopté par la Commission
<p>un établissement ou organisme d'enseignement public ou privé.</p>	<p>« Lorsqu'un enfant est confié au service d'aide sociale à l'enfance, l'allocation de rentrée scolaire due à la famille pour cet enfant est versée à ce service.</p>	Alinéa sans modification
<p>Elle est également attribuée, pour chaque enfant d'un âge inférieur à un âge déterminé, et dont la rémunération n'excède pas le plafond mentionné au 2° de l'article L. 512-3, qui poursuit des études ou qui est placé en apprentissage.</p>	<p>« Toutefois le juge peut décider, sur saisine du président du conseil général, et au vu d'un rapport établi par le service d'aide sociale à l'enfance, à la suite d'une mesure prise en application des articles 375-3 et 375-5 du code civil ou des articles 15, 16, 16 <i>bis</i> et 28 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, de maintenir, totalement ou partiellement, le versement de l'allocation de rentrée scolaire à la famille, lorsque celle-ci participe à la prise en charge morale ou matérielle de l'enfant ou en vue de faciliter le retour de l'enfant dans son foyer. »</p>	<i>Alinéa supprimé</i>
<p>Le niveau du plafond de ressources varie conformément à l'évolution des prix à la consommation des ménages hors les prix du tabac, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat. Son montant est fixé par décret et revalorisé par arrêté conjoint des ministres chargés de la sécurité sociale, du budget et de l'agriculture.</p>	<p>2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :</p>	2 ° <i>Supprimé</i>
<p>Le montant de l'allocation de rentrée scolaire varie selon l'âge de l'enfant.</p>	<p>« Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent article. »</p>	